



MEDIEVALISTA

N.º 38 | Julho – Dezembro 2025

ISSN 1646-740X

**Entre le pape et le roi: la fiscalité des diocèses de l'Italie
méridionale (XIIe-XVe siècle)**

**Between the Pope and the King: the Fiscality of the Dioceses of
Southern Italy (12th-15th century)**

Kristjan Toomaspoeg

Università del Salento, Dipartimento di Scienze Umane e Sociali
73100 Lecce, Italia

kristjan.toomaspoeg@unisalento.it
<https://orcid.org/0000-0001-5179-9041>

Data recepção do artigo / Received for publication: 15 October 2024

Data aceitação do artigo / Accepted in revised form: 9 June 2025

RESUMÉ

Le but de cet article est de réfléchir sur l'économie et la fiscalité interne de l'Église de l'Italie du Sud, sur le rôle des pouvoirs publics laïcs dans son économie et sur l'importance de ses diocèses et monastères dans les finances de l'Église romaine. Dans le Mezzogiorno, l'Église tirait une grande partie de ses revenus de sa propriété immobilière, des sommes provenant de la liturgie commémorative et des taxes imposées sur les églises non diocésaines. Toutefois, la majeure partie des diocèses et nombreux monastères et églises locales dépendaient dans leur fonctionnement des ressources fournies par la cour royale en forme de "dîmes d'État", ou bien une partie des revenus fiscaux de la couronne. L'Église de l'Italie méridionale contribua relativement peu aux caisses de la Chambre Apostolique à travers les dîmes et subventions, mais fournissait aux papes des ressources importantes en forme de bénéfices, utilisées pour rémunérer les collaborateurs de la curie et depuis un certain moment aussi directement taxées.

Mots-clef: Patronat laïc, Fiscalité diocésaine, dîme, bénéfices

ABSTRACT

The paper focalizes on the economy and internal taxation of the Church of Southern Italy, on the role of secular public authorities in its economy and on the importance of the dioceses and monasteries of Southern Italy for the finances of the Roman Church. In the Kingdom of Sicily, the Church took much of its income from its real estate, from sums received from the commemorative liturgy, and from taxes imposed on non-diocesan churches. However, most dioceses and many local monasteries and churches depended on resources provided by the royal court in the form of "state tithes", i.e. a portion of the Crown's tax revenues. The Church of Southern Italy contributed relatively little to the Apostolic Chamber through tithes and subsidies but provided the popes with significant resources in the form of benefices, used to pay the collaborators of the curia and then taxed directly.

Keywords: Lay patronage, Diocesan taxation, tithes, benefices



Les études dédiées aux aspects économiques et fiscaux ne manquent pas dans la consistante bibliographie sur l'Église du *Mezzogiorno*¹. Une première tentative de synthèse de cette thématique a été faite dans le dernier quart du siècle passé par Norbert Kamp lorsqu'il a entrepris la rédaction d'une œuvre monumentale sur l'Église et la monarchie dans le Royaume de Sicile à l'époque des Hohenstaufen. Il a eu le temps d'éditer seulement la première partie de sa recherche qui consiste en une prosopographie des évêques, mais où il offre aussi une brève évaluation des finances des diocèses². Après la mort de Kamp, les notes qu'il avait recueillies sur un phénomène très spécifique de l'Italie du Sud, celui des "dîmes" payées par l'État aux institutions ecclésiastiques, ont été réétudiées, confrontées à d'autres sources disponibles et publiées dans le cadre d'une monographie sur le soutien financier accordé par les rois à l'Église au XIII^e siècle³.

¹ Parmi les synthèses sur l'histoire de l'Église de l'Italie méridionale je citerai, dans l'ordre chronologique, FONSECA, Cosimo Damiano – "Vescovi, capitoli cattedrali e canoniche regolari (sec. XIV-XVI)". In DE SANDRE GASPARINI, Giuseppina et al. (éds.) – *Vescovi e diocesi in Italia dal XIV alla metà del XVI secolo. Atti del VII convegno di Storia della Chiesa in Italia (Brescia, 21-25 settembre 1987)*. Rome: Herder, 1990, pp. 83-138; MARTIN, Jean-Marie – "Cathédrale et cité en Italie méridionale au Moyen Âge". In SANTINI, Giovanni (éd.) – *Cattedrale, città e contado tra Medioevo ed età moderna. Atti del seminario di studi (Modena, 15-16 novembre 1985)*. Milan: Giuffrè, 1990, pp. 29-39; VITOLLO, Giovanni – "Vescovi e diocesi nel Mezzogiorno medievale: lo stato delle ricerche". In LUONGO, Gennaro – *Munera parva. Studi in onore di Boris Uljanich, I, Età antica e medievale*. Naples: Fridericiana editrice, 1999, pp. 427-441; FONSECA, Cosimo Damiano – "Le istituzioni ecclesiastiche e la conquista normanna. Gli episcopati e le cattedrali". In LICINO, Raffale; VIOLANTE, Francesco (éds.) – *I caratteri originari della conquista normanna. Diversità e identità nel Mezzogiorno (1030-1130)*. Bari: Dedalo, 2006, pp. 335-348; FODALE, Salvatore – *Alunni della perdizione. Chiesa e potere in Sicilia durante il grande scisma (1372-1416)*. Rome: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2008; D'ACUNTO, Nicolangelo – "'Stato' e 'Chiesa' nel Regnum Siciliae in età sveva". In CORDASCO, Pasquale; VIOLANTE, Francesco (éds.) – *Un regno nell'impero. I caratteri originari del regno normanno nell'età sveva: persistente e differenze (1194-1250)*. Bari: Adda, 2010, pp. 268-290. Il existent aussi deux répertoires régionaux: PALESE, Salvatore (éd.) – *Storia delle Chiese di Puglia*. Bari: Ecumenica Editrice, 2008; ZITO, Gaetano (éd.) – *Storia delle Chiese di Sicilia*. Cité du Vatican: Libreria Editrice Vaticana, 2009. D'une grande utilité sont aussi les fiches sur les diocèses présentées dans MONACHINO, Vincenzo; BOAGA, Emanuele (éds.) – *Guida degli archivi diocesani d'Italia*. Vol. I-III. Rome: Ufficio Centrale per i Beni Archivistici, 1990-1998; PALESE, Salvatore et al. (éds.) – *Guida degli Archivi capitolari d'Italia*. Vol. I-III. Rome: Ufficio Centrale per i Beni Archivistici, 2000-2006.

² KAMP, Norbert – *Kirche und Monarchie im Staufischen Königreich Sizilien*. Vol. I. *Prosopographische Grundlegung: Bistümer und Bischöfe des Königreichs 1194-1266*. München: Fink, 1973-1982.

³ *Decimae. Il sostegno economico dei sovrani alla Chiesa del Mezzogiorno nel XIII secolo. Dai lasciti di Eduard Sthamer e Norbert Kamp*. Éd. Kristjan Toomaspoeg. Rome: Viella, 2009.

Ce phénomène a donc été amplement étudié⁴, mais bien d'autres sont restés en arrière-plan et les finances des diocèses et monastères de l'Italie du Sud n'ont fait l'objet que d'études de cas. Ce n'est que récemment, grâce aux recherches entreprises par Antonio Antonetti, qu'un regain d'intérêt s'est manifesté pour les rapports entre les diocèses et la monarchie sicilienne ainsi que pour l'économie diocésaine dans l'Italie méridionale dans son ensemble⁵. En revanche, le sujet des bénéfices ecclésiastiques, pourtant d'une grande importance, est resté peu étudié, en dehors des récents et utiles travaux de Francesco Li Pira sur le XV^e siècle⁶.

Le but de mon article est de réfléchir sur ce thème, en reprenant la route tracée il y a plus de dix ans et en cherchant à stimuler un champ d'études qui reste encore à cultiver, dans l'Italie méridionale et ailleurs. Je m'intéresserai donc dans un premier temps à l'économie et la fiscalité interne de l'Église du *Mezzogiorno*, puis au rôle des pouvoirs publics laïques dans son économie et, enfin, au degré d'importance des diocèses et monastères de l'Italie du Sud dans les finances de l'Église romaine.

Pour examiner le sujet, il faut partir du postulat que jusqu'à l'unification de l'Italie au XIX^e siècle, les diocèses du Sud étaient de fait soumis au pouvoir laïque, sauf pour quelques brèves périodes. Depuis 1059, les Normands du *Mezzogiorno* avaient obtenu de la papauté le statut de "légats apostoliques" qui leur donnait ce pouvoir, sans oublier qu'eux-mêmes avaient hérité de leurs prédécesseurs byzantins et lombards une tradition de patronat laïc sur les patrimoines ecclésiastiques⁷. La soumission au pouvoir séculier – depuis 1130 au roi de Sicile – se manifestait de plusieurs manières. Avant tout, les élections des évêques et abbés – dont le déroulement précis fut établi au XII^e siècle – étaient contrôlées par le roi et parfois par des seigneurs territoriaux. Après une période de confusion, on est parvenu, au début du XIII^e siècle, à un système où les prélats et les abbés étaient élus par leurs

⁴ Voir aussi TOOMASPOEG, Kristjan – "L'Église et la fiscalité au royaume de Sicile (XI^e-XIV^e siècles)". In MENJOT, Denis; SÁNCHEZ MARTÍNEZ, Manuel (éds.) – *El dinero de Dios. Iglesia y fiscalidad en el occidente medieval (siglos XIII-XV)*. Madrid: Instituto de Estudios Fiscales, 2011, pp. 91-100.

⁵ Voir entre autres ANTONETTI, Antonio – "Le istituzioni ecclesiastiche dell'Italia meridionale nel Duecento tra centralizzazione e resistenze". *Schola salernitana* 6 (2023), pp. 219-263; ANTONETTI, Antonio – "'Cupientes Subiectos Feliciter Gubernari": Diocesan Administration in Southern Italy under the Angevin Rule: Structural Limits and Reforming initiatives". *Revue d'histoire ecclésiastique* 118 (2023), pp. 65-116.

⁶ LI PIRA, Francesco – *La collazione dei benefici ecclesiastici nel Mezzogiorno angioino-aragonese. I «Libri Annatarum»*. Vol. I. 1421-1458. Naples: Laveglia & Carlone, 2014.

⁷ Voir FODALE, Salvatore – *L'Apostolica Legazia e altri studi su Stato e Chiesa*. Messina: Sicania, 1991.

chapitres, mais l'élection devait être confirmée tant par le pape que par le roi⁸. De même, le roi pouvait prendre sous son contrôle les ressources d'un évêché ou d'une abbaye à titre provisoire, et doter ses collaborateurs de bénéfices ecclésiastiques⁹. Néanmoins, l'instrument qui servait le plus les intérêts du pouvoir laïc était le mécanisme de subvention publique de l'Église qui rendait les évêques, chanoines, prieurs et abbés dépendants des caisses de l'État.

Ce phénomène, assez particulier dans l'Occident médiéval, avait ses racines dans la coutume du patronat laïque des églises du royaume, mais aussi dans la réalité du terrain. En effet, l'espace dont nous nous occupons ici se caractérise par la prolifération des institutions ecclésiastiques, et notamment des diocèses qui sont au nombre de 145 en Italie du Sud (avec Malte). La raison du phénomène est à chercher dans la tradition byzantine - une ville, pour être considérée comme telle, doit avoir son propre évêque - et dans la politique territoriale et administrative de l'Église romaine, de Constantinople et des pouvoirs en place en Italie du Sud¹⁰. Il est vrai que tous les évêchés n'étaient pas de taille réduite et que tous les petits diocèses n'étaient pas privés de ressources, mais l'image générale est celle de patrimoines diocésains limités et dépendants des subventions d'État. Par ailleurs, l'État lui-même priva les évêques d'éventuels ressources supplémentaires en limitant la formation de seigneuries ecclésiastiques. Ainsi, même dans les Abruzzes où, grâce au passé carolingien de leurs diocèses, les prélats jouissent de pouvoirs et de

⁸ TOOMASPOEG, Kristjan - "Die Register Innocenz' III. als historische Quelle für Süditalien: Beobachtungen, Bemerkungen und Desiderata". In SOMMERLECHNER, Andrea; WEIGL, Herwig - *Innocenz III., Honorius III. und ihre Briefe. Die Edition der päpstlichen Kanzleiregister im Kontext der Geschichtsforschung*. Vienne: Böhlau, 2023, pp. 185-199: 189.

⁹ *Decimae. Il sostegno economico dei sovrani*, pp. 73-74 et le tableau pp. 534-535. Sur un autre aspect intéressant, la concession des dîmes et subventions recueillies dans le Mezzogiorno de la part des papes au roi de Naples, voir MASSARO, Carmela - "Decime e sussidi. Il contributo finanziario della Chiesa meridionale al Regno aragonese del secondo Quattrocento". In FILOTICO, Francesco; GEIS, Lioba; SOMAINI, Francesco (éds.) - *Germania et Italia. Liber amicorum Hubert Houben*. Lecce: Salento University Publishing, 2024, pp. 593-612.

¹⁰ FONSECA, Cosimo Damiano (éd.) - *Particolarismo istituzionale e organizzazione ecclesiastica del Mezzogiorno medievale*. Galatina: Congedo, 1987; MAURICI, Ferdinando - "Le diocesi siciliane nei secoli XI-XII. Note di geografia ecclesiastica". In VACCA, Salvatore - *La Legazia Apostolica. Chiesa, potere e società in Sicilia in età medievale e moderna*. Caltanissetta-Rome: Sciascia, 2000, pp. 69-88; MARTIN, Jean-Marie - "Note sulla costituzione della rete cittadina dell'Italia meridionale e della Sicilia normanna". In SAITTA, Biagio (éd.) - *Città e vita cittadina nei paesi dell'area mediterranea. Secoli XI-XV. Atti del Convegno Internazionale in onore di Salvatore Tramontana (Adrano-Bronte-Catania-Palermo, 18-22 novembre 2003)*. Rome: Viella, 2006, pp. 113-127: 121.

patrimoines plus consistants, ils ne peuvent toutefois rivaliser avec les évêques d'Ascoli et Rieti, de l'autre côté de la frontière, et avec les États de l'Église¹¹.

Ce "cordon ombilical" qui plaçait les diocèses (et de nombreuses autres institutions ecclésiastiques) sous la dépendance de la cour royale se manifeste dans les sources à travers les *decimae*, les "dîmes d'État", car les ressources concédées à l'Église provenaient souvent des revenus fiscaux des principaux centres peuplés des diocèses (mais quelquefois aussi de plus loin), dont les évêques et les chapitres percevaient la dîme (un pourcentage préétabli qui à vrai dire ne correspondait souvent pas à 10%) ou, dans d'autres cas, des sommes préétablies. Cette pratique est documentée depuis les Normands et fut réformée par le roi Frédéric II¹².

1. L'économie et la fiscalité

Nous pouvons tenter d'évaluer les bases économiques de l'Église du Mezzogiorno sous deux angles : de l'intérieur des évêchés et à travers la fiscalité pontificale. Ce sont surtout les revenus de la "dîme apostolique" dans le Royaume de Sicile qui constituent les sources les plus parlantes, car il s'agit des seuls documents qui présentent les ressources des diocèses en série et presque intégralement. Les comptes des collecteurs, pour la plupart (mais pas complètement) édités dans la série des *Rationes Decimarum*, ne manquent toutefois pas de poser problème¹³.

¹¹ FELLER, Laurent – *Les Abruzzes médiévales. Territoire, économie et société en Italie centrale du IX^e au XII^e siècle*. Rome: École française de Rome, 1998, pp. 786-852; BERARDI, Maria Rita – *Una diocesi di confine tra Regno di Napoli e Stato pontificio: documenti e registri del fondo pergameneo della Curia vescovile dei Marsi (secc. XIII - XVI)*. L'Aquila: Colacchi, 2005.

¹² *Decimae. Il sostegno economico dei sovrani*, pp. 62-63, 69-71.

¹³ *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Aprutium- Molisium*. Éd. Pietro Sella. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana, 1936; *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Apulia-Lucania Calabria*. Éd. Domenico Vendola. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana, 1939; *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Campania*. Éd. Mauro Iguanez; Leone Mattei-Cerasoli; Pietro Sella. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana, 1942; *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Sicilia*. Éd. Pietro Sella. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana, 1944; MASSARO, Carmela – "Fiscalità pontificia e regno di Napoli nel secondo Quattrocento. Due registri di decime di Sisto IV". In *Scritti di storia medievale offerti a Maria Consiglia De Matteis in occasione del suo settantesimo compleanno*. Spoleto: CISAM, 2011, pp. 337-362; MOSCONE, Marcello – "La diocesi di Mazara intorno alla metà del Trecento: da un inedito conto della decima conservato presso l'Archivio Apostolico Vaticano". In SARDINA, Patrizia et al. (ds.) – *Medioevo e Mediterraneo: incontri, scambi e confronti: studi per Salvatore Fodale*. Palermo: Palermo University Press, 2020, pp. 491-512; *Rationes decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV. Marsica*. Éd. Laura Saladino; Gianni Venditti. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana 2024. Une étude critique des sources dans ANTONETTI, Antonio – "La decima apostolica nel Regno tra XIII e XIV secolo. Le frontiere di una ricerca". In LOFFREDO, Mario; TAGLIENTE, Antonio (éds.) – *Il Regno. Società, culture, poteri (secc. XIII-XV)*. *Atti*

Avant tout, ils sont tardifs, les plus anciens datent en effet du dernier quart du XIII^e siècle, et ne sont réguliers qu'à partir du début du siècle suivant. Il paraît évident qu'avant la période angevine les diocèses de l'Italie du Sud ne payaient pas régulièrement des dîmes au pape, ce qui pourrait être expliqué entre autres par le fait que dans le royaume ce n'était pas tellement les dîmes qui fournissaient des ressources au Saint-Siège, mais le cens de vassalité payé (d'une manière plutôt régulière) par les rois de Sicile¹⁴. En outre, les comptes sont souvent irréguliers et on a parfois l'impression que les collecteurs n'avaient pas une idée précise de la situation locale, ou qu'ils ont simplement été trompés. Enfin, les revenus des diocèses sont variables. Pour ne donner qu'un seul exemple : en 1309 l'évêque de Larino, en Molise, encaissait 225 florins et son chapitre 75 florins, tandis qu'en 1325 ils n'ont perçu respectivement que 150 et 50 florins¹⁵.

Une grande partie des revenus des diocèses relevait de leur patrimoine immobilier. Celui-ci se divisait entre les biens gérés directement par l'évêque (*mensa episcopalis*), le patrimoine commun du chapitre (*mensa* ou *massa capituli*) et les bénéfices des chanoines. À l'origine, ces biens immobiliers étaient administrés dans leur totalité par l'évêque, puis, dans la seconde moitié du XII^e siècle, apparaissent dans les sources les bénéfices des chanoines, déterminés avec précision et règlementés entre la fin du XII^e et le début du XIII^e siècle¹⁶. A la même époque, le patrimoine du chapitre fut séparé de celui de l'évêque. En principe, les revenus de la *mensa capituli* étaient nettement inférieurs à ceux de la *mensa episcopalis* : ils n'en formaient que 25-40 %. Toutefois, les deux institutions étaient considérées comme égales, et en 1302, lorsque le roi Charles II réforma le diocèse de Lucera, il concéda

della Giornata di Studi, Università degli Studi di Salerno, 8 maggio 2019. Salerno: Università degli Studi di Salerno, Dipartimento di Scienze del Patrimonio Culturale, 2021, pp. 7-26.

¹⁴ RIVERA, Cesare – "L'annessione delle terre d'Abruzzo al Regno di Sicilia". *Archivio Storico Italiano* 84:2 (1926), pp. 199-309: 226; MARTIN, Jean-Marie – "La frontière septentrionale du royaume de Sicile à la fin du XIII^e siècle". In HUBERT, Étienne (éd.) – *Une région frontalière au Moyen Âge. Les vallées du Turano et du Salto entre Sabine et Abruzzes*. Rome: École française de Rome, 2001, pp. 291-303: 292.

¹⁵ *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Aprutium-Molisium*, p. 319 (ns. 4487-4488) et p. 321 (ns. 4538-4539).

¹⁶ La plus ancienne source sur un bénéfice ecclésiastique dans l'Italie méridionale provient de Bénévent en 1156: 18 avril 1156, [*Le*] *più antiche carte del Capitolo della Cattedrale di Benevento (668-1200)*. Éd. Antonio Ciaralli; Vittorio de Donato; Vincenzo Matera. Rome: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2002, pp. 221-223, n. 75. Voir TOOMASPOEG, Kristjan – "Capitoli e canonici nel Mezzogiorno medievale (X-XV sec.)". *Chiesa e Storia* 12 (2022), pp. 97-152: 129-136.

un revenu identique de 100 onces d'or à l'évêque et au chapitre¹⁷. À cela il faut ajouter que certains diocèses ne possédaient pas de *mensa capituli*, et que d'autres ne connaissaient pas la pratique des prébendes¹⁸.

Ces revenus immobiliers étaient donc à la base du patrimoine diocésain, et les archives des évêques et surtout des chapitres offrent des informations très détaillées sur leur gestion. Il est toujours question des locations à l'emphytéose des terrains et immeubles urbains et suburbains et des contrats plus élaborés (et lucratifs) appliqués à la gestion des terrains agricoles, des moulins etc.¹⁹ Un certain nombre d'études locales sont disponibles sur ce sujet²⁰ et on peut affirmer que les loyers des immeubles fournissent une bonne moitié des revenus des évêques et des chapitres diocésains.

Si les biens immobiliers étaient gérés tant par les prélats que par les chanoines, d'autres catégories de revenus sont spécifiques aux uns ou aux autres. Tous les chapitres responsables des cathédrales, tiraient des sommes importantes des activités liturgiques en commémoration des défunts. Ces revenus sont si importants qu'ils sont parfois transformés en bénéfices ecclésiastiques²¹. D'autre part, longtemps la fiscalité interne des diocèses a été confiée aux évêques. Mais, il y a des indices d'une distribution de ces ressources entre les prélats et les chanoines dès le début du XIII^e siècle. Ainsi, en 1216, l'évêque de Ravello, Pantaléon, ayant besoin d'argent pour son voyage à Rome, confirma à son chapitre - qui accepta de lui payer

¹⁷ ANTONETTI, Antonio – "I vescovi di Lucera nel XIII secolo: note per una cronotassi scientifica". *Archivio storico pugliese* 68 (2015), pp. 51-79: 71. Cet état de choses est confirmé par les sources successives: *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Apulia-Lucania Calabria*, p. 25 (ns. 318-319).

¹⁸ TOOMASPOEG, Kristjan – "Capitoli e canonici", pp. 130-131.

¹⁹ Voir par exemple le cas de la Chapelle Palatine de Palerme: TOOMASPOEG, Kristjan. – "Il *Tabularium* della Cappella Palatina di Palermo". In *Thesaurus. Alla scoperta di un patrimonio segreto*. Palerme: Fondazione Federico II, 2023, pp. 182-191: 189.

²⁰ Voir par exemple D'AMBROSIO, Angelo – *L'archivio capitolare di Pozzuoli ed il regesto del suo fondo pergamenaceo (1249-1960)*. Pozzuoli: Conte, 1962; *Pergamene nell'archivio del capitolo cattedrale di San Pietro in Fondi (1140-1494)*. Éd. Giovanni Pesiri. Rome: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2015 et PANARELLI, Francesco – "Capitolo e Cattedrale: il caso di Matera tra XII e XV secolo". In FIGLIUOLO, Bruno; DI MEGLIO, Rosalba; AMBROSIO, Antonella (éds.) – *Ingenita curiositas. Studi sull'Italia medievale per Giovanni Vitolo*. Vol. 1. Battipaglia: Laveglia & Carlone, 2018, pp. 469-483: 481.

²¹ TOOMASPOEG, Kristjan – "Capitoli e canonici", p. 140. Sur cette thématique, il existe une ample bibliographie, voir par exemple DE PALMA, Luigi Michele – "L'obituario trecentesco della Cattedrale di Giovinazzo". *Settentrione. Rivista di studi italo-finlandesi* 28 (2016), pp. 31-42 et divers passages de MELLUSI, Giovan Giuseppe – *Canonici e clero della cattedrale di Messina. Dalla rifondazione normanna della Diocesi al Concilio di Trento*. Messina: Società messinese di storia patria, 2017.

un *auditorium* en monnaie - trois quarts des dîmes perçues sur la vente de certains produits agricoles et des sommes payées par les églises locales non diocésaines²². Il ne s'agit pas d'un cas exceptionnel et les droits fiscaux sont par la suite presque partout contrôlés tant par les évêques que par leurs chapitres. Pour ne donner qu'un seul exemple, les chanoines de Trani avaient le droit à un quart de la "dîme" étatique perçue par l'archevêque dans les ports de Barletta et Trani²³.

Venons-en à la question de la fiscalité interne des diocèses. Il s'agit d'une matière peu étudiée, faute de sources comptables, mais nous pouvons l'appréhender par la liste des propriétés et revenus de l'église de Messine, rédigée sur l'ordre du roi Manfred en 1262, alors que l'archidiocèse était géré par des procureurs de la cour royale²⁴. Ici comme ailleurs, on note la présence de nombreuses églises non diocésaines, c'est-à-dire appartenant à des ordres religieux ou simplement dépendantes d'une maison-mère située hors de l'évêché. Ces églises étaient taxées d'une manière plutôt conséquente : elles devaient payer à l'évêque un cens annuel et, dans le même temps, lui céder le "quart des morts", ou bien la quatrième part de toutes les donations effectuées en leur faveur par les habitants du diocèse, essentiellement des legs testamentaires des personnes ensevelies dans ces églises. Pour donner un exemple, l'église templière de Saint-Marc de Messine devait à l'archevêque un cens de trois *rotoli* (2 kg. 37 gr.) de cire et 3 *rotoli* d'encens²⁵ et en 1209 le légat pontifical Gregorio Crescenzi, cardinal diacre de San Teodoro, stipula que les Templiers devaient céder à l'archevêque Bérard un quart des biens hérités dans la ville de Messine, à l'exception des armes et chevaux et des biens des étrangers²⁶. Cette condition, contraire aux privilèges de l'Ordre du Temple, était

²² 4 octobre 1260, *Le pergamene degli archivi vescovili di Amalfi e Ravello*. Vol. I. 998-1264. Ed. Jole Mazzoneli. Naples: Arte Tipografica, 1972, pp. 118-120, n. LXXIV.

²³ 31 mars (1235) et octobre 1260, *Le carte che si conservano nello archivio del capitolo metropolitano della città di Trani (dal IX secolo fino all'anno 1266)*. Éd. Arcangelo Prologo. Barletta: Vecchi, 1877, p. 252, n. CXXII, p. 260, n. CXXVII.

²⁴ 12 septembre 1262, TOOMASPOEG, Kristjan – *Templari e Ospitalieri nella Sicilia medievale*. Taranto: Centro Studi Melitensi, 2003, pp. 165-168, édition complète dans PETRACCA, Luciana – *Giovanniti e Templari in Sicilia. Il ms. Qq H12 della Biblioteca Comunale di Palermo*. Vol. II. Lecce: Congedo, 2006, pp. 260-273.

²⁵ PETRACCA, Luciana – *Giovanniti e Templari*, p. 273.

²⁶ TOOMASPOEG, Kristjan – *Templari e Ospitalieri*, p. 143; PETRACCA, Luciana – *Giovanniti e Templari*, pp. 517-518.

appliquée aussi à d'autres ordres religieux-militaires, par exemple sur les Teutoniques de Brindisi en 1191²⁷.

La taxation des églises non diocésaines était universelle, mais il semble que les Franciscains en aient été exemptés, ce qui provoqua un conflit entre les autorités diocésaines et les Mineurs dans plusieurs régions de l'Italie méridionale. D'autres taxes, plus irrégulières, étaient perçues par les évêques en guise de droits de gîte, lors de l'entrée dans leurs charges des prêtres diocésains etc. Dans l'Italie du Sud n'existe en revanche pas de taxe régulière imposée aux paroissiens : le monopole de la fiscalité appartenait à l'État qui procédait seul à la redistribution des ressources en faveur des diocèses. En contrepartie, le clergé du royaume était lui-même exonéré d'impôts directs²⁸.

2. Le rôle des pouvoirs publics laïcs

La contribution de l'État ne se limita pas aux dîmes des revenus fiscaux. Les diocèses siciliens de fondation normande, bénéficiaient de revenus pécuniaires²⁹, et une catégorie particulière d'institutions, les chapelles royales - à commencer par la Chapelle Palatine de Palerme - étaient en grande partie financées directement par la cour³⁰. Ajoutons à cela les privilèges de nature fiscale et commerciale dont jouissaient plusieurs diocèses et établissements monastiques.

Pour évaluer le rôle du soutien étatique dans l'économie de l'Église de l'Italie du Sud, il faudrait connaître l'exact montant des ressources dont elle se disposait, ce qui s'avère difficile. En effet, du Royaume de Sicile ne provient aucune source comptable exhaustive sur cette question antérieure au XV^e siècle - l'inventaire du patrimoine de l'Église de Messine que je viens de citer n'indique en général pas les sommes

²⁷ Houben, Hubert - "Auf dem Weg ins Heilige Land: Deutsche Pilger, Kreuzfahrer und Ordensritter in Italien". In Jaspert, Nikolas; Tebruck, Stefan (éds.) - *Die Kreuzzugsbewegung im römisch-deutschen Reich (11.-13. Jahrhundert)*. Ostfildern: Thorbecke, 2016, pp. 103-118: 111-113.

²⁸ Cette liberté valait aussi pour les (très nombreux) prêtres orthodoxes. En 1343, la reine Jeanne I^{ère} ordonna de les soumettre au fisc, sous prétexte qu'il s'agissait d'hommes mariés, à différence des prêtres "latins", mais a du vite retirer sa décision, considérée comme contraire alla *libertas Ecclesiae*: 22 septembre 1343; 9 octobre 1343, *La legislazione angioina. Edizione critica*. Éd. Romualdo Trifone. Naples: Lubrano, 1921, pp. 288-290, n. CXCIV et CXCIV.

²⁹ Voir par exemple *Bullae, privilegia et instrumenta Panormitanae metropolitanae Ecclesiae, regni Siciliae primariae*. Éd. Antonio Mangitore. Palerme: Felicella, 1734, pp. 64, 80 et 92.

³⁰ *Decimae. Il sostegno economico dei sovrani*, pp. 489-520 et Geis, Lioba - *Hofkapelle und Kapläne im Königreich Sizilien (1130-1266)*. Berlin: De Gruyter, 2014.

encaissées - et nous avons à faire seulement à des listes de revenus très partielles. D'autre part, comme nous l'avons vu, les *rationes* des collecteurs de dîmes pontificales sont lacunaires et rarement fiables. Toutefois, une tentative de classement des diocèses par revenus a été faite par le passé et Antonio Antonetti est en train poursuivre ce travail³¹. Nous n'avons donc pas de certitude absolue sur le montant des revenus des diocèses et monastères, mais il est possible de les classer en catégories selon leur richesse.

Sur ce point, il est nécessaire de faire la différence entre le total des revenus encaissés par les collecteurs dans un diocèse et ceux des évêques et des chapitres locaux. Prenons l'exemple d'un autre diocèse de Molise, Termoli. En 1309, l'évêque encaissait 250 florins annuels, les chanoines pour leurs bénéfices (à Termoli il n'existait pas de *mensa capituli*) environ 125 florins, et tout le reste du diocèse payait des dîmes pour un revenu total d'environ 360 florins³². À Venafro, toujours en 1309, l'évêque avait 250 florins de revenus et le chapitre 100 florins auxquels s'ajoutent 115 florins de bénéfices des chanoines, tandis que le reste du diocèse déclarait des revenus de 2300 florins. Or, dans le cas de Venafro, comme ailleurs, le total est très influencé par la présence d'un "contribuable d'excellence", le monastère de San Vincenzo al Volturno qui, lui seul, paya des dîmes d'un montant de 1800 florins. On trouve des cas similaires un peu partout : par exemple dans le diocèse d'Ascoli Satriano, en 1310, la commanderie locale de l'Ordre Teutonique, soumise à la dîme à titre exceptionnel, encaissait annuellement 1250 florins, tandis que l'évêque et tout le diocèse ne déclaraient que 700 florins de revenus³³. En 1327, dans l'évêché des Marses (Abruzzes), les principaux contribuables sont le chapitre diocésain mais aussi le monastère de Saint-Benoît de *Marruvium* (San Benedetto dei Marsi, siège du diocèse)³⁴.

En dehors de ces sommes très importantes déclarées par les monastères et les congrégations religieuses, et hormis ceux des évêques et des chapitres, les revenus des diocèses appartenaient à deux catégories principales.

³¹ *Decimae. Il sostegno economico dei sovrani*, pp. 536-539, tableau n. 3; ANTONETTI, Antonio – "La decima apostolica".

³² *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Aprutium- Molisium*, pp. 311-312.

³³ *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Apulia-Lucania Calabria*, pp. 36-37.

³⁴ *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Aprutium-Molisium*, pp. 14 et 142-145.

Dans une grande partie de l'Italie du Sud continentale, les diocèses sont divisés en archiprêtres munis de chapitres séculiers et d'églises dépendantes. Ainsi, le diocèse de Larino en compte plus de 20, parmi lesquelles Olivoli (dans l'actuelle province de Campobasso), avec 50-100 florins de revenus annuels, ou Serracapriola (province de Foggia), avec un revenu oscillant entre 20 et 42 florins³⁵. Enfin, le clergé séculier "hors du chapitre" payait une "dîme pour fonction sacerdotale", de petites sommes individuelles qui dans le cas du diocèse de Venafro fournissaient aux collecteurs moins de 4 florins³⁶.

En ne prenant en compte que les revenus des évêques et des chapitres, on peut dresser un tableau sommaire des évêchés selon leur richesse³⁷. Comme cela a été signalé, ceux-ci se divisent en trois groupes : les diocèses "très riches" avec plus de 2500 florins de revenus annuels, les diocèses "prospères" avec plus de 1000 florins de revenus, les diocèses "moyens" avec 500-1000 florins de revenus, les diocèses "pauvres" avec moins de 500 florins de revenus, et les diocèses "très pauvres" avec moins de 100 florins de revenu annuel. La majorité des diocèses (près de 98) encaissait moins de 500 florins, ce qui fait penser que nous avons à faire à un paysage ecclésiastique plutôt démuné, si l'on considère qu'un cheval ou un bœuf coûte 15 florins et que le prix d'un "cheval de guerre" pouvait monter jusqu'à 60 florins³⁸. Prenons l'exemple du petit évêché de San Leone en Calabre (dans l'archidiocèse de Santa Severina): en 1325, on y déclare moins de 15 florins de revenus³⁹. Mais, les revenus déclarés aux collecteurs pouvaient être inférieurs à ceux effectivement perçus et, comme cela s'observe parfois dans la comptabilité médiévale, les ressources en nature n'étaient souvent pas monétisées.

Les "dîmes d'État", que nous connaissons grâce aux enquêtes et mandats royaux de l'époque angevine, fournissaient aux diocèses un surplus nécessaire à leur

³⁵ *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Aprutium-Molisium*, p. 319 (n. 4500), 320 (n. 4508), 321 (n. 4543), 322 (n. 4568).

³⁶ *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Aprutium-Molisium*, p. 363 (n. 5290-5310).

³⁷ Pour les monastères, les données comptables sont bien trop lacunaires pour pouvoir procéder de la même manière, voir TOOMASPOEG, Kristjan – *Decimae*, pp. 536-539, tableau n. 3.

³⁸ Voir par exemple les exemples donnés dans TOOMASPOEG, Kristjan – *La contabilità delle Case dell'Ordine Teutonico in Puglia e in Sicilia nel Quattrocento*. Galatina: Congedo, 2005, pp. XXIX-XXX, des données plus précises, calculées sur la base des tarifs douaniers seront fournies dans TOOMASPOEG, Kristjan – *Séparer et unir. La frontière entre les États de l'Église et le Royaume de Sicile (XII^e-XV^e siècles)*, sous presse.

³⁹ *Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Apulia-Lucania Calabria*, p. 208 (n. 2852-2845).

fonctionnement. Parmi les évêchés du royaume, 109 sont documentés comme étant bénéficiaires de ces subsides. En furent exclus : les archevêchés de Bénévent et Conza ainsi que plusieurs de leurs diocèses dépendants, les diocèses de formation plus tardive, et ceux munis d'autres ressources étatiques (comme l'évêché de Capaccio qui contrôlait les ressources du château d'Agropoli⁴⁰). Les institutions les plus favorisées étaient les diocèses de Palerme (qui à lui seul percevait plus de 10000 florins par an), Agrigente, Messine, Trani, Capoue et Salerne. Pour les diocèses de plus petite taille, ces dîmes d'état - bien que moins importantes - pouvaient constituer un enjeu vital : l'évêque et le chapitre de Giovinazzo, tout comme ceux de Canne recevaient de l'État 50-60 % de leurs revenus⁴¹. En général, les sources disponibles nous indiquent des sommes équivalentes à environ 16-25 % des revenus déclarés par les évêques et les chapitres aux collecteurs pontificaux. Ainsi, à Lavello (en Basilicate), les revenus déclarés étaient en 1310 d'environ 40 florins, pendant que les subsides d'état - une somme prédéfinie destinée à l'achat de la cire pour le cierge pascal - correspondaient à un peu moins de 10 florins⁴².

3. L'importance de l'Italie du Sud dans les finances de l'Église romaine

Les dîmes pontificales ne devaient finalement pas constituer une source de revenus importante pour la Chambre Apostolique. Il était question de paiements très irréguliers et incomplets, et plusieurs sommes dues ne furent pas encaissées par les collecteurs. Il devait s'agir, lorsque les dîmes furent effectivement recueillies, d'un total inférieur à 20.000 florins. A partir du XIV^e siècle, les papes recueillirent d'importantes sommes d'argent sous forme de "subsides", destinées en particulier à financer la guerre contre les Ottomans et payées aussi par les institutions exonérées de la dîme, comme les ordres religieux-militaires⁴³. Mais une bonne part

⁴⁰ KAMP, Norbert – *Kirche und Monarchie*, Vol. 1, pp. 454-459.

⁴¹ TOOMASPOEG, Kristjan – *Decimae*, pp. 77 et 145-157.

⁴² *Rationes Decimarum Italiae nei secolis XIII e XIV: Apulia-Lucania Calabria*, p. 153; TOOMASPOEG, Kristjan – *Decimae*, p. 121, n. 103 et 104.

⁴³ Voir par exemple TOOMASPOEG, Kristjan – *The Teutonic Order in Italy, 1190-1525. Building Bridges in the Medieval World*. Londres: Routledge 2024, p. 81. Sur la nature de ces taxes, voir WEFERS, Sabine – "Türkensteuer". In *Lexikon des Mittelalters*. Vol. VIII. München: Artemis 1997, coll. 1108-1109 et une intéressante étude de cas dans BÜNZ, Enno – "Bistumsfinanzen und Klerusbesteuerung als Problem der vorreformatorischen Kirche. Das Subsidium charitativum im Erzbistum Mainz". In LINGELBACH, Gerhard (éd.) – *Staatsfinanzen, Staatsverschuldung, Staatsbankrotte in der*

des ressources qui entraient directement ou indirectement dans les caisses des papes en provenance de l'Italie du Sud viennent des bénéfices ecclésiastiques. En effet, les diocèses et monastères du Mezzogiorno participaient au commerce des prébendes, bien que moins que d'autres régions d'Occident. A l'origine, les prébendes canoniales étaient utilisées par la curie romaine pour fournir des revenus à ses collaborateurs. Cette pratique documentée dans le Royaume de Sicile depuis Alexandre III, était déjà régulière sous Innocent III. Pour ne donner qu'un seul exemple, en 1218 Honorius III excommunia tout le chapitre de Forcone (future Aquila) pour ne pas avoir cédé un bénéfice au neveu d'un familier du pape⁴⁴. Par conséquent, on est arrivé à des situations comme celle du diocèse de Capaccio où, en 1227, seulement trois des douze chanoines résident effectivement dans l'évêché, ce qui motiva le pape Grégoire IX à ordonner aux chanoines prébendés de vivre à Capaccio, à l'exception de ses propres clercs et de ceux des cardinaux...⁴⁵.

Une grande partie des prébendes était directement contrôlée par la papauté. Il n'est pas toujours facile de cerner la logique derrière le phénomène. On trouve des chanoines-bénéficiaires nommés par le pape dans des grands archidiocèses et diocèses comme Messine⁴⁶, mais aussi dans de petits évêchés comme Sant'Agata de' Goti⁴⁷. Les lettres pontificales, les réponses aux suppliques et les listes des bénéfices, nous indiquent que ces prébendes étaient souvent consistantes, avec des revenus annuels qui pouvaient atteindre 100 florins. Mais que depuis le XIV^e siècle les revenus les plus importants ne sont plus fournis par les bénéfices capitulaires, mais par ceux constitués par les possessions de monastères et d'églises. Ainsi, en 1439, la commanderie capitulaire de Santa Eufemia de l'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean est tenue en bénéfice pour 3.000 florins de revenus annuels⁴⁸.

europäischen Staaten- und Rechtsgeschichte. Cologne: Böhlau, 2000, pp. 67-86. Pour l'Italie méridionale, voir MASSARO, Carmela – "Decime e sussidi", pp. 593-595.

⁴⁴ 17 octobre 1218, *Regesta Honorii papae III*. Vol. I. Éd. Pietro Pressutti. Rome: Typographia Vaticana, 1888, p. 273, n. 1642.

⁴⁵ 20 maggio 1227, *Registres de Grégoire IX (1227-1241)*. Vol. I. Éd. Lucien Auvray. Paris: Fontemoing, 1896, col. 48, n. 92.

⁴⁶ MELLUSI, Giovan Giuseppe – *Canonici e clero*, p. 24.

⁴⁷ 23 giugno 1457, *Pro meliore intelligentia, inventario delle pergamene dell'Archivio di Stato di Avellino*. Éd. Marisa Bellucci. Avellino: Gaia, 2016, p. 24, n. 15.

⁴⁸ 10 avril 1439, Li PIRA, Francesco, *La collazione dei benefici*, p. 256, n. 616.

Les bénéficiaires sont par ailleurs, en règle générale, originaires de la Péninsule Italienne. Il s'agit très souvent de clercs liés à la curie pontificale, et pour les plus importants ces prébendes italiennes n'étaient qu'un complément. Le chapelain de Boniface VIII, Nicola, fils illégitime du chevalier Federico de Trajecto, touchait des bénéfices de Corinthe en Grèce et des diocèses de Fondi, Gaeta et Sessa dans le *Mezzogiorno*⁴⁹. Quant à Ildebrandino Conti, collaborateur d'une longue série de papes de la première moitié du XIV^e siècle, il était chanoine prébendé de Saint-Omer, Sens, Thérouanne et Velletri (dans les États de l'Église), mais aussi au Bénévent et à Capoue⁵⁰.

Ces prébendes servaient donc à rémunérer les serviteurs, officiers et administrateurs de la curie. Une fois sacré, le pape (considéré antipape) Clément VII concéda à ses plus fidèles collaborateurs des bénéfices dans le Sud. C'est ainsi qu'entre autres, Giacomo d'Itri, cardinal de Santa Prisca et patriarche de Constantinople, fut prébendé à Capoue et à Cassino en 1379⁵¹. Par la suite, au moins depuis le pontificat de Martin V (1417-1431), les bénéfices ecclésiastiques furent eux aussi imposés. Ainsi les chanoines prébendés qui touchaient plus de 24 florins de revenus annuels devaient payer l'annate à la Chambre Apostolique, soit la moitié de leurs revenus annuels. Les registres de ces taxes, les *Libri annatarum*, en partie publiées par Francesco Li Pira⁵², constituent une source très intéressante pour étudier la fiscalité ecclésiastique médiévale. Le phénomène de bénéfices ecclésiastiques est encore en cours d'études et il n'est pas possible de fournir des chiffres pour évaluer leur rôle dans l'économie de l'Église romaine⁵³.

⁴⁹ 5 juin 1301, *Les registres de Boniface VIII (1294-1303)*. Vol. III. Éd. Georges Digard *et al.* Rome: École française de Rome, 1906, col. 82, n. 4058.

⁵⁰ 19 février 1306, *Regestum Clementis Papae V ex vaticanis archetypis sanctissimi domini nostri Leonis XIII pontificis maximi iussu et munificentia, cura et studio monachorum ordinis S. Benedicti*. Vol. I. Rome: Typographia Vaticana, 1884, p. 33, n. 221 et p. 79, n. 409.

⁵¹ 16 janvier 1379, Cité du Vatican, Archivio Apostolico Vaticano, *Registra Avenionensia* 205, fols. 65v-66r; 21 février 1379, Cité du Vatican, Archivio Apostolico Vaticano, *Registra Avenionensia* 205, fols. 76v-77v.

⁵² LI PIRA, Francesco – "L'Arcidiocesi di Amalfi nei *Libri Annatarum*: note in margine ad una fonte vaticana". *Rassegna del Centro di Cultura e Storia Amalfitana* 43-44 (2012), pp. 35-52; LI PIRA, Francesco – "Fonti per la storia del monachesimo greco nel Mezzogiorno tardomedievale: i *Libri Annatarum*". *Archivio storico per la Calabria e la Lucania* 78 (2012), pp. 93-128; LI PIRA, Francesco – "I *Libri Annatarum* come fonte per lo studio delle diocesi: l'esempio di Salerno". *Rassegna storica salernitana* 29:1 (2012), pp. 177-207; LI PIRA, Francesco, *La collazione dei benefici*.

⁵³ Par exemple, dans l'archevêché d'Amalfi furent recueillies entre 1421 et 1447 annuellement des taxes sur bénéfices pour 521 florins: LI PIRA, Francesco – "L'Arcidiocesi di Amalfi", p. 42.

Il est donc très difficile d'estimer avec précision la richesse des diocèses et monastères de l'Italie du Sud. Mais on peut avancer avec prudence la somme d'environ 200.000 florins de revenus directs, Sicile comprise. Les ressources des évêques et des chapitres diocésains constituaient un peu moins de la moitié de cette somme, soit environ 90.000 florins, dus surtout au patrimoine de quelques diocèses très prospères, comme Palerme ou Salerne. La plupart des diocèses avaient des revenus déclarés inférieurs à 500 florins, ce qui, tout compte fait, est peu de chose.

Les revenus des prélats et de leurs chapitres provenaient pour une bonne part de leurs biens immobiliers, concédés en location avec des contrats plus ou moins lucratifs, mais aussi des revenus de la liturgie commémorative, ainsi que des donations et legs testamentaires, etc. À cela s'ajoutent le cens et le "quart des morts", des taxes prélevées par les évêques, et en partie par leurs chapitres, sur les églises et monastères non diocésains. Pour la plupart des diocèses et quelques autres institutions ecclésiastiques, les ressources sont complétées par les "dîmes d'État", pourcentages ou sommes fixes payés annuellement par la cour royale. Pour les diocèses plus importants, ces revenus sont la source de leur prospérité, et pour les plus démunis, ils sont la garantie de leur survie économique.

L'Église de l'Italie méridionale a donc contribué aux finances de l'Église romaine, moins par la dîme que par le contrôle des bénéfices ecclésiastiques. L'intérêt manifesté par les papes depuis la seconde moitié du XII^e siècle pour les prébendes d'Italie méridionale est un indice de leur importance. D'abord directement par l'octroi de prébendes à aux collaborateurs de la curie et des cardinaux, puis indirectement via les annates, qui mériteraient que l'on approfondisse leur étude.

Références bibliographiques

Sources manuscrites

Cité du Vatican, Archivio Apostolico Vaticano, *Registra Avenionensia* 205.

Sources imprimées

Bullae, privilegia et instrumenta Panormitanae metropolitanae Ecclesiae, regni Siciliae primariae. Éd. Antonio Mongitore. Palermo: Felicella, 1734.

[Le] carte che si conservano nello archivio del capitolo metropolitano della città di Trani (dal IX secolo fino all'anno 1266). Éd. Arcangelo Prologo. Barletta: Vecchi, 1877.

D'AMBROSIO, Angelo – *L'archivio capitolare di Pozzuoli ed il regesto del suo fondo pergameneo (1249-1960)*. Pozzuoli: Conte, 1962.

Decimae. Il sostegno economico dei sovrani alla Chiesa del Mezzogiorno nel XIII secolo. Dai lasciti di Eduard Sthamer e Norbert Kamp. Éd. Kristjan Toomaspoeg. Rome: Viella, 2009.

[La] legislazione angioina. Edizione critica. Éd. Romualdo Trifone. Naples: Lubrano, 1921.

LI PIRA, Francesco – *La collazione dei beneficî ecclesiastici nel Mezzogiorno angioino-aragonese. I «Libri Annatarum»*. Vol. I: 1421-1458. Naples: Laveglia & Carlone, 2014.

MASSARO, Carmela – "Fiscalità pontificia e regno di Napoli nel secondo Quattrocento. Due registri di decime di Sisto IV". In *Scritti di storia medievale offerti a Maria Consiglia De Matteis in occasione del suo settantesimo compleanno*. Spoleto: CISAM, 2011, pp. 337-362.

[Le] pergamene degli archivi vescovili di Amalfi e Ravello. Vol. I. 998-1264. Éd. Jole Mazooleni. Naples: Arte Tipografica, 1972.

Pergamene nell'archivio del capitolo cattedrale di San Pietro in Fondi (1140-1494). Éd. Giovanni Pesiri. Rome: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2015.

PETRACCA, Luciana – *Giovanniti e Templari in Sicilia. Il ms. Qq H12 della Biblioteca Comunale di Palermo*. Lecce: Congedo, 2006.

[Le] più antiche carte del Capitolo della Cattedrale di Benevento (668-1200). Éd. Antonio Ciaralli; Vittorio De Donato; Vincenzo Matera. Rome: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2002.

Pro meliore intelligentia, inventario delle pergamene dell'Archivio di Stato di Avellino. Éd. Marisa Belluci. Avellino: Gaia, 2016.

Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Aprutium- Molisium. Éd. Pietro Sella. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana, 1936.

Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Apulia-Lucania Calabria. Éd. Domenico Vendola. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana, 1939.

Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Campania. Éd. Mauro Iguanez; Leone Mattei-Cerasoli; Pietro Sella. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana, 1942.

Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV. Marsica. Éd. Laura Saladino; Gianni Venditii. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana 2024.

Rationes Decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV: Sicilia. Éd. Pietro Sella. Cité du Vatican: Biblioteca Apostolica Vaticana, 1944.

Regesta Honorii papae III. Vol. I. Éd. Pietro Pressutti. Rome: Typographia Vaticana, 1888.

Regestum Clementis Papae V ex vaticanis archetypis sanctissimi domini nostri Leonis XIII pontificis maximi iussu et munificentia, cura et studio monachorum ordinis S. Benedicti. Vol. I. Rome: Typographia Vaticana, 1884.

[Les] registres de Boniface VIII (1294-1303). Vol. III. Éd. Georges Digard et al. Rome: École française de Rome, 1906.

Registres de Grégoire IX (1227-1241). Vol I. Éd. Lucien Auvray. Paris: Fontemoing, 1896.

TOOMASPOEG, Kristjan – *La contabilità delle Case dell'Ordine Teutonico in Puglia e in Sicilia nel Quattrocento.* Galatina: Congedo, 2005.

Una diocesi di confine tra Regno di Napoli e Stato pontificio: documenti e regesti del fondo pergamenaceo della Curia vescovile dei Marsi (secc. XIII - XVI). Éd. Maria Rita Berardi. L'Aquila: Colacchi, 2005.

Études

ANTONETTI, Antonio – "I vescovi di Lucera nel XIII secolo: note per una cronotassi scientifica". *Archivio storico pugliese* 68 (2015), pp. 51-79.

ANTONETTI, Antonio – "La decima apostolica nel Regno tra XIII e XIV secolo. Le frontiere di una ricerca". In LOFFREDO, Mario; TAGLIENTE, Antonio (éds.) – *Il Regno. Società, culture, poteri (secc. XIII-XV). Atti della Giornata di Studi, Università degli Studi di Salerno, 8 maggio 2019.* Salerno: Università degli Studi di Salerno, Dipartimento di Scienze del Patrimonio Culturale, 2021, pp. 7-26.

ANTONETTI, Antonio – "'Cupientes Subiectos Feliciter Gubernari': Diocesan Administration in Southern Italy under the Angevin Rule: Structural Limits and Reforming initiatives". *Revue d'histoire ecclésiastique* 118 (2023), pp. 65-116.

ANTONETTI, Antonio – "Le istituzioni ecclesiastiche dell'Italia meridionale nel Duecento tra centralizzazione e resistenze". *Schola salernitana* 6 (2023), pp. 219-263.

BÜNZ, Enno – "Bistumsfinanzen und Klerusbesteuerung als Problem der vorreformatorischen Kirche. Das Subsidium charitativum im Erzbistum Mainz". In LINGELBACH, Gerhard (éd.) – *Staatsfinanzen, Staatsverschuldung, Staatsbankrotte in der europäischen Staaten- und Rechtsgeschichte*. Cologne: Böhlau, 2000, pp. 67-86.

D'ACUNTO, Nicolangelo – "'Stato" e "Chiesa" nel *Regnum Siciliae* in età sveva". In CORDASCO, Pasquale; VIOLANTE, Francesco (éds.) – *Un regno nell'impero. I caratteri originari del regno normanno nell'età sveva: persistente e differenze (1194-1250)*. Bari: Adda, 2010, pp. 268-290.

DE PALMA, Luigi Michele – "L'obituário trecentesco della Cattedrale di Giovinazzo". *Settentrione. Rivista di studi italo-finlandesi* 28 (2016), pp. 31-42.

FELLER, Laurent – *Les Abruzzes médiévales. Territoire, économie et société en Italie centrale du IX^e au XII^e siècle*. Rome: École française de Rome, 1998.

FODALE, Salvatore – *L'Apostolica Legazia e altri studi su Stato e Chiesa*. Messina: Sicania, 1991.

FODALE, Salvatore – *Alunni della perdizione. Chiesa e potere in Sicilia durante il grande scisma (1372-1416)*. Rome: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2008.

FONSECA, Cosimo Damiano (éd.) – *Particolarismo istituzionale e organizzazione ecclesiastica del Mezzogiorno medievale*. Galatina: Congedo, 1987.

FONSECA, Cosimo Damiano – "Vescovi, capitoli cattedrali e canoniche regolari (sec. XIV-XVI)". In DE SANDRE GASPARINI, Giuseppina et al. (éds.) – *Vescovi e diocesi in Italia dal XIV alla metà del XVI secolo. Atti del VII convegno di Storia della Chiesa in Italia (Brescia, 21-25 settembre 1987)*. Rome: Herder, 1990, pp. 83-138.

FONSECA, Cosimo Damiano – "Le istituzioni ecclesiastiche e la conquista normanna. Gli episcopati e le cattedrali". In LICINO, Raffale; VIOLANTE, Francesco (éds.) – *I caratteri originari della conquista normanna. Diversità e identità nel Mezzogiorno (1030-1130)*. Bari: Dedalo, 2006, pp. 335-348.

GEIS, Lioba – *Hofkapelle und Kapläne im Königreich Sizilien (1130-1266)*. Berlin: De Gruyter, 2014.

Houben, Hubert – "Auf dem Weg ins Heilige Land: Deutsche Pilger, Kreuzfahrer und Ordensritter in Italien". In JASPERT, Nikolas; TEBRUCK, Stefan (éds.) – *Die Kreuzzugsbewegung im römisch-deutschen Reich (11.-13. Jahrhundert)*. Ostfildern: Thorbecke, 2016, pp. 103-118.

KAMP, Norbert – *Kirche und Monarchie im Staufischen Königreich Sizilien, I, Prosopographische Grundlegung: Bistümer und Bischöfe des Königreichs 1194-1266*. Vols. I-IV. München: Fink, 1973-1982.

LI PIRA, Francesco – "Fonti per la storia del monachesimo greco nel Mezzogiorno tardomedievale: i *Libri Annatarum*". *Archivio storico per la Calabria e la Lucania* 78 (2012), pp. 93-128.

LI PIRA, Francesco – "I *Libri Annatarum* come fonte per lo studio delle diocesi: l'esempio di Salerno". *Rassegna storica salernitana* 29:1 (2012), pp. 177-207.

LI PIRA, Francesco – "L'Arcidiocesi di Amalfi nei *Libri Annatarum*: note in margine ad una fonte vaticana". *Rassegna del Centro di Cultura e Storia Amalfitana* 43-44 (2012), pp. 35-52.

MARTIN, Jean-Marie – "Cathédrale et cité en Italie méridionale au Moyen Âge". In SANTINI, Giovanni (éd.) – *Cattedrale, città e contado tra Medioevo ed età moderna. Atti del seminario di studi (Modena, 15-16 novembre 1985)*. Milan: Giuffrè, 1990, pp. 29-39.

MARTIN, Jean-Marie – "La frontière septentrionale du royaume de Sicile à la fin du XIII^e siècle". In HUBERT, Étienne (éd.) – *Une région frontalière au Moyen Âge. Les vallées du Turano et du Salto entre Sabine et Abruzzes*. Rome: École française de Rome, 2001, pp. 291-303.

MARTIN, Jean-Marie – "Note sulla costituzione della rete cittadina dell'Italia meridionale e della Sicilia normanna". In SAITTA, Biagio (éd.) – *Città e vita cittadina nei paesi dell'area mediterranea. Secoli XI-XV. Atti del Convegno Internazionale in onore di Salvatore Tramontana (Adrano-Bronte-Catania-Palermo, 18-22 novembre 2003)*. Rome: Viella, 2006, pp. 113-127.

MASSARO, Carmela – "Decime e sussidi. Il contributo finanziario della Chiesa meridionale al Regno aragonese del secondo Quattrocento". In FILOTICO, Francesco; GEIS, Lioba; SOMAINI, Francesco (éds.) – *Germania et Italia. Liber amicorum Hubert Houben*. Lecce: Salento University Publishing, 2024, pp. 593-612.

MAURICI, Ferdinando – "Le diocesi siciliane nei secoli XI-XII. Note di geografia ecclesiastica". In VACCA, Salvatore – *La Legazia Apostolica. Chiesa, potere e società in Sicilia in età medievale e moderna*. Caltanissetta-Rome: Sciascia, 2000, pp. 69-88.

MELLUSI, Giovan Giuseppe – *Canonici e clero della cattedrale di Messina. Dalla rifondazione normanna della Diocesi al Concilio di Trento*. Messina: Società messinese di storia patria, 2017.

MONACHINO, Vincenzo; BOAGA, Emanuele (éds.) – *Guida degli archivi diocesani d'Italia*. Vols. I-III. Rome: Ufficio Centrale per i Beni Archivistici, 1990-1998.

MOSCONE, Marcello – "La diocesi di Mazara intorno alla metà del Trecento: da un inedito conto della decima conservato presso l'Archivio Apostolico Vaticano". In SARDINA, Patrizia et al. (éds.) – *Medioevo e Mediterraneo: incontri, scambi e confronti: studi per Salvatore Fodale*. Palermo: Palermo University Press, 2020, pp. 491-512.

PALESE, Salvatore et al. (éds.) – *Guida degli Archivi capitolari d'Italia*. Vols. I-III. Rome: Ufficio Centrale per i Beni Archivistici, 2000-2006.

PALESE, Salvatore (éd.) – *Storia delle Chiese di Puglia*. Bari: Ecumenica Editrice, 2008.

PANARELLI, Francesco – "Capitolo e Cattedrale: il caso di Matera tra XII e XV secolo". In FIGLIUOLO, Bruno; DI MEGLIO, Rosalba; AMBROSIO, Antonella (éds.) – *Ingenita curiositas. Studi sull'Italia medievale per Giovanni Vitolo*. Vol. 1. Battipaglia: Laveglia & Carlone, 2018, pp. 469-483.

RIVERA, Cesare – "L'annessione delle terre d'Abruzzo al Regno di Sicilia". *Archivio Storico Italiano* 84-2 (1926), pp. 199-309.

TOOMASPOEG, Kristjan – *Templari e Ospitalieri nella Sicilia medievale*. Taranto: Centro Studi Melitensi, 2003.

TOOMASPOEG, Kristjan – "L'Église et la fiscalité au royaume de Sicile (XI^e-XIV^e siècles)". In MENJOT, Denis; SÁNCHEZ MARTÍNEZ, Manuel (éds.) – *El dinero de Dios. Iglesia y fiscalidad en el occidente medieval (siglos XIII-XV)*. Madrid: Instituto de Estudios Fiscales, 2011, pp. 91-100.

TOOMASPOEG, Kristjan – "Capitoli e canonici nel Mezzogiorno medievale (X-XV sec.)". *Chiesa e Storia* 12 (2022), pp. 97-152.

TOOMASPOEG, Kristjan – "Die Register Innocenz' III. als historische Quelle für Süditalien: Beobachtungen, Bemerkungen und Desiderata". In SOMMERLECHNER, Andrea; WEIGL, Herwig (éds.) – *Innocenz III., Honorius III. und ihre Briefe. Die Edition der päpstlichen Kanzleiregister im Kontext der Geschichtsforschung*. Vienne: Böhlau, 2023, pp. 185-199.

TOOMASPOEG, Kristjan. – "Il *Tabularium* della Cappella Palatina di Palermo". In *Thesaurus. Alla scoperta di un patrimonio segreto*. Palermo: Fondazione Federico II, 2023, pp. 182-191.

TOOMASPOEG, Kristjan – *The Teutonic Order in Italy, 1190-1525. Building Bridges in the Medieval World*. London: Routledge 2024.

TOOMASPOEG, Kristjan – *Séparer et unir. La frontière entre les États de l'Église et le Royaume de Sicile (XII^e-XV^e siècles)*, sous presse.

VITOLO, Giovanni – "Vescovi e diocesi nel Mezzogiorno medievale: lo stato delle ricerche". In LUONGO, Gennaro – *Munera parva. Studi in onore di Boris Uljanich, I, Età antica e medievale*. Naples: Fridericiana editrice, 1999, pp. 427-441.

WEFERS, Sabine – "Türkensteuer". In *Lexikon des Mittelalters*, VIII. München: Artemis 1997, coll. 1108-1109.

ZITO, Gaetano (éd.) – *Storia delle Chiese di Sicilia*. Cité du Vatican: Libreria Editrice Vaticana, 2009.

COMO CITAR ESTE ARTIGO | HOW TO QUOTE THIS ARTICLE:

TOOMASPOEG, Kristjan – “Entre le pape et le roi: la fiscalité des diocèses de l’Italie méridionale (XIIe-XVe siècle)”. *Medievalista* 38 (Julho – Dezembro 2025), pp. 221-242. Disponível em <https://revistas.fcsb.unl.pt/medievalista>.



Esta revista tem uma Licença [Creative Commons - Atribuição-NãoComercial 4.0 Internacional](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).